



ASSEMBLÉE NATIONALE

13ème législature

perspectives

Question au Gouvernement n° 319

Texte de la question

CRISE BOURSIÈRE

M. le président. La parole est à M. Yves Censi, pour le groupe de l'Union pour un mouvement populaire.

M. Yves Censi. Madame la ministre de l'économie, des finances et de l'emploi, ma question concerne également la crise boursière, que je voudrais aborder de façon plus objective et moins dogmatique que nos collègues communistes et socialistes.

M. Julien Dray. La crise ? Quelle crise ?

M. Jean Glavany. Mais puisque qu'elle dit que tout va très bien !

M. Yves Censi. Madame la ministre, cela fait maintenant plusieurs mois que les marchés mondiaux connaissent une fébrilité certaine.

M. Jean Glavany. Tout va très bien !

M. Yves Censi. La confiance nécessaire entre les différents acteurs de la planète Finance pour une régulation sereine des marchés ne fait que se dégrader depuis la crise dite des *subprimes*.

M. Henri Emmanuelli. Il n'y a pas que cela !

M. Yves Censi. À cela vient s'ajouter la crainte de récession aux États-Unis, vous l'avez dit, et surtout sa prolifération sur l'ensemble des économies dont la nôtre.

Hier, Wall Street fermée, nous avons pu observer sur l'ensemble des autres places financières de notre planète des chutes de cours importantes, à Paris même une chute de 7 % de l'indice CAC 40.

M. François Hollande. Mais tout va bien !

M. Yves Censi. C'est la plus forte baisse enregistrée depuis le 11 septembre 2001.

Madame la ministre, vous nous avez fait part de votre analyse de la situation. Il nous importe aussi de savoir si cette conjonction de perte de confiance à la fois sur le marché financier et sur l'économie dite réelle ne risque pas d'avoir un impact important sur la croissance et l'emploi en France dans les mois à venir.

M. François Hollande. Mais non, tout va bien !

M. Yves Censi. Madame la ministre, au-delà des mesures que nous avons votées et que vous avez prises en juillet, et qui fort heureusement ont anticipé la nécessaire consolidation de notre économie, quelle réponse le Gouvernement entend-il apporter à ces risques ? (*Applaudissements sur les bancs du groupe de l'Union pour un mouvement populaire.*)

M. le président. La parole est à Mme la ministre de l'économie, des finances et de l'emploi.

M. Christian Bataille. Tout va très bien, madame la marquise !

Mme Christine Lagarde, *ministre de l'économie, des finances et de l'emploi*. Monsieur le député, je voudrais d'abord revenir sur les corrections brutales intervenues sur les marchés financiers.

Nous avons assisté hier à une baisse du CAC 40 de 6,84 %, soyons précis, et non de 7 %. Il est bon de rappeler toutefois que la personne qui a investi sur le marché boursier depuis cinq ans dans le CAC 40 a réalisé une plus-value de 57 % ! (*" Ah ! " sur les bancs du groupe socialiste, radical, citoyen et divers gauche.*)

M. Jean-Pierre Balligand. Tout va bien !

M. Christian Bataille. Tout va très bien, madame la marquise !

M. Jérôme Lambert. Et les salariés ?

M. Jean-Michel Fourgous. Écoutez la leçon d'économie, messieurs !

Mme la ministre de l'économie, des finances et de l'emploi. Il faut donc relativiser les choses et surtout ne pas se laisser guider par les modifications et les fluctuations d'un jour.

Deuxièmement, le Gouvernement français a anticipé et a proposé, à juste titre, à votre assemblée et au Sénat le vote, dès l'été 2007, d'un texte qui permet en particulier de remettre le travail au coeur de l'économie et par conséquent de se caler sur nos fondamentaux.

M. Frédéric Cuvillier. La spéculation boursière par le travail !

Mme la ministre de l'économie, des finances et de l'emploi. Ces dispositions ont permis de développer les heures supplémentaires - au 30 novembre, plus de 50 % des entreprises avaient eu recours au mécanisme. Elles ont permis également de réinjecter du pouvoir d'achat dans l'économie.

M. François Hollande. Il est où, le pouvoir d'achat ?

Mme la ministre de l'économie, des finances et de l'emploi. Cela représentera 6 milliards d'euros pour l'année 2008.

M. Frédéric Cuvillier. Tout va très bien !

M. Christian Bataille. C'est pitoyable !

Mme la ministre de l'économie, des finances et de l'emploi. C'est une bonne chose que le dispositif ait été adopté et qu'il soit en vigueur dès l'année 2008.

Enfin, la France ne reste pas inactive non plus à l'extérieur. Avec nos collègues européens, nous avons sollicité, à l'initiative dès le mois d'août dernier du Président de la République, Nicolas Sarkozy ("*Ah !*" *sur les bancs du groupe socialiste, radical, citoyen et divers gauche.*), l'ensemble des pays du G7.

M. Frédéric Cuvillier. Heureusement que Sarkozy est là !

Mme la ministre de l'économie, des finances et de l'emploi. Nous demandons deux choses : une plus grande transparence des instruments financiers et la publication, par les institutions financières, de l'ensemble de la valeur de leurs actifs, pour renforcer le climat de confiance nécessaire à l'activité économique.

M. Jean-Pierre Balligand. C'est zéro !

Mme la ministre de l'économie, des finances et de l'emploi. C'est exactement ce dont nous avons convenus hier lors de la réunion de l'Eurogroupe et nous continuerons sur cette ligne, nous y sommes déterminés.

(Applaudissements sur les bancs du groupe de l'Union pour un mouvement populaire.)

M. Jean-Pierre Balligand. Tout va bien, madame la marquise !

Données clés

Auteur : [M. Yves Censi](#)

Circonscription : Aveyron (1^{re} circonscription) - Union pour un Mouvement Populaire

Type de question : Question au Gouvernement

Numéro de la question : 319

Rubrique : Politique économique

Ministère interrogé : Économie, finances et emploi

Ministère attributaire : Économie, finances et emploi

Date(s) clé(s)

Question publiée le : 23 janvier 2008

La question a été posée au Gouvernement en séance, parue dans le journal officiel le 23 janvier 2008